

No. 29111

UNIVERSAL POSTAL UNION

**Mouey Orders Agreement. Concluded at Washington on
14 Decemher 1989**

Authentic text: French.

*Registered by the Director-General of the International Bureau of the Uni-
versal Postal Union on 4 September 1992.*

UNION POSTALE UNIVERSELLE

**Arrangement coucernant les maudats de poste. Conclu à
Washington le 14 décembre 1989**

Texte authentique : français.

*Enregistré par le Directeur général du Bureau international de l'Union
postale universelle le 4 septembre 1992.*

Arrangement concernant les mandats de poste

Table des matières

Art.

1. Objet de l'Arrangement
2. Différentes catégories de mandats de poste
3. Emission des mandats (monnaie, conversion, montant)
4. Taxes
5. Modalités d'échange
6. Paiement des mandats
7. Réexpédition
8. Réclamations
9. Responsabilité
10. Rémunération de l'Administration de paiement
11. Etablissement des comptes
12. Règlement des comptes
13. Dispositions finales

Arrangement¹ concernant les mandats de poste

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, paragraphe 4, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964² ont, d'un commun accord et sous réserve de l'article 25, paragraphe 3, de ladite Constitution, arrêté l'Arrangement suivant:

Article premier

Objet de l'Arrangement

1. Le présent Arrangement régit l'échange des mandats de poste que les pays contractants conviennent d'instituer dans leurs relations réciproques.

2. Des organismes non postaux peuvent participer par l'intermédiaire de l'Administration postale à l'échange régi par les dispositions du présent Arrangement. Il appartient à ces organismes de s'entendre avec l'Administration postale de leur pays pour assurer la complète exécution de toutes les clauses de l'Arrangement et, dans le cadre de cette entente, pour exercer leurs droits et remplir leurs obligations en tant qu'organisations postales définies par le présent Arrangement; l'Administration postale leur sert d'intermédiaire dans leurs relations avec les Administrations postales des autres pays contractants et avec le Bureau international.

¹ Mis à exécution* le 1^{er} janvier 1991, conformément au paragraphe 4 de l'article 13. Les signatures définitives avaient été apposées ou les instruments de ratification ou d'approbation avaient été déposés auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle comme suit :

<i>Etat</i>	<i>Date de la signature définitive (s) ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (A)</i>
Belgique	20 décembre 1990
Bénin	14 décembre 1989 s
Danemark	14 décembre 1989 s
Etats-Unis d'Amérique. (Pour les Etats-Unis d'Amérique et tous les territoires dont ils assument les relations internationales.)	21 décembre 1990 A
Japon	27 décembre 1990 A
Suède	19 décembre 1990 A
Thaïlande	20 décembre 1990 A

* Les Actes obligatoires et facultatifs de l'Union postale universelle déploient leurs effets selon un régime spécial. Ils sont mis à exécution à une date fixée par le Congrès de l'Union postale universelle. Or la plupart des Etats membres ne sont pas en mesure de ratifier les Actes avant leur mise à exécution et pourtant, ils les appliquent. Pour résoudre les litiges qui résultent de ces circonstances, le principe de la « ratification tacite » ou de l'« approbation tacite » fut admis. Il se fonde sur l'exécution effective des dispositions contenues dans les nouveaux Actes élaborés par le Congrès. Cette ratification ou approbation tacite ne remplace pas la ratification ou approbation effective. Elle n'est admise que pour assurer la continuité de l'application des Actes de l'Union postale universelle.

(Suite à la page 396)

Article 2

Différentes catégories de mandats de poste

1. *Le mandat ordinaire*

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste ou ordonne le débit de son compte courant postal et demande le paiement du montant en numéraire au bénéficiaire. Le mandat ordinaire est transmis par la voie postale. Le mandat ordinaire télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

2. *Le mandat de versement*

L'expéditeur remet des fonds au guichet d'un bureau de poste et demande l'inscription du montant au crédit du compte du bénéficiaire géré par la poste. Le mandat de versement est transmis par la voie postale. Le mandat de versement télégraphique est transmis par la voie des télécommunications.

3. *Autres services*

Les Administrations postales peuvent convenir, dans leurs relations bilatérales ou multilatérales, d'instaurer d'autres services dont les conditions sont à définir entre les Administrations concernées.

(Suite de la note 1 de la page 395)

Par la suite, l'Arrangement a pris effet à l'égard des Etats suivants à la date du dépôt de leurs instruments de ratification, d'adhésion ou d'approbation auprès du Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle :

<i>Etat</i>	<i>Date du dépôt de l'instrument de ratification, d'adhésion (a) ou d'approbation (A)</i>	
République de Corée	28 janvier	1991 A
Luxembourg	4 février	1991
Saint-Siège	8 mars	1991
Liban	19 mars	1991
Qatar	22 mars	1991
Indonésie	8 mai	1991 A
Jordanie	24 mai	1991
Tunisie	3 juin	1991
Suisse	6 juin	1991
Liechtenstein	26 juillet	1991
Saint-Kitts-et-Nevis	27 septembre	1991 a
Autriche	20 novembre	1991
Chili*	27 décembre	1991
Burkina Faso	10 avril	1992
Espagne	15 juin	1992
Chine	15 juillet	1992 a

* Voir p. 417 du présent volume pour le texte de la déclaration faite lors de la ratification.

En outre, les notifications d'adhésion à l'Arrangement en vertu du paragraphe 5 de l'article 11 de la Constitution ont été effectuées par le Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle aux Etats suivants :

<i>Etat</i>	<i>Date de la notification d'adhésion</i>	
Namibie	30 avril	1992
(Avec effet au 30 avril 1992.)		
Croatie	20 juillet	1992
(Avec effet au 20 juillet 1992.)		
Slovénie	27 août	1992
(Avec effet au 27 août 1992.)		

² Nations Unis, *Recueil des Traités*, vol. 611, p. 7.

Article 3

Emission des mandats (monnaie, conversion, montant)

1. Sauf entente spéciale, le montant du mandat est exprimé en monnaie du pays de paiement.
2. L'Administration d'émission fixe le taux de conversion de sa monnaie en celle du pays de paiement.
3. Le montant maximal d'un mandat ordinaire est fixé d'un commun accord entre les Administrations concernées.
4. Le montant d'un mandat de versement est illimité. Toutefois, chaque Administration a la faculté de limiter le montant des mandats de versement que tout déposant peut ordonner soit dans une journée, soit au cours d'une période déterminée.
5. Les mandats télégraphiques sont soumis aux dispositions du Règlement télégraphique annexé à la Convention internationale des télécommunications¹.

Article 4

Taxes

1. L'Administration d'émission détermine librement, sous réserve des dispositions des paragraphes 2 et 3 ci-après, la taxe à percevoir au moment de l'émission. A cette taxe principale, elle ajoute, éventuellement, les taxes afférentes à des services spéciaux (demande d'avis de paiement ou d'inscription, de remise par exprès, etc.).
2. Le montant de la taxe principale d'un mandat ordinaire ne peut pas excéder 22,86 DTS.
3. La taxe d'un mandat de versement doit être inférieure à la taxe d'un mandat ordinaire de même montant.
4. Les mandats échangés, par l'intermédiaire d'un pays partie au présent Arrangement, entre un pays contractant et un pays non contractant peuvent être soumis, par l'Administration intermédiaire, à une taxe supplémentaire et proportionnelle de $\frac{1}{4}$ pour cent, mais au minimum de 0,82 DTS et au maximum de 1,63 DTS, prélevée sur le montant du titre; cette taxe peut toutefois être perçue sur l'expéditeur et attribuée à l'Administration du pays intermédiaire si les Administrations intéressées se sont mises d'accord à cet effet.
5. Les taxes facultatives suivantes peuvent être perçues sur le bénéficiaire:
 - a) une taxe de remise, lorsque le paiement est effectué à domicile;
 - b) une taxe, lorsque le montant est inscrit au crédit d'un compte courant postal;
 - c) éventuellement, la taxe de visa pour date prévue à l'article 6, paragraphe 4;
 - d) la taxe visée à l'article 26, paragraphe 1, lettre e), de la Convention² lorsque le mandat est adressé «Poste restante»;
 - e) éventuellement, la taxe complémentaire d'exprès.
6. Si des autorisations de paiement sont exigibles en vertu des dispositions du Règlement d'exécution du présent Arrangement, et si aucune faute de service n'a été commise, une taxe d'autorisation de paiement égale à celle que prévoit l'article 26, paragraphe 1, lettre o), de la Convention peut être perçue sur l'expéditeur ou sur le bénéficiaire, sauf si cette taxe a déjà été perçue pour la réclamation ou l'avis de paiement.

¹ Pour le texte de la Convention internationale des télécommunications, voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1531, p. 3 (textes authentiques chinois et anglais); vol. 1532, p. 3 (textes authentiques français et russe); et vol. 1533, p. 3 (texte authentique espagnol).

² Voir p. 181 du présent volume.

7. Les mandats, tant à l'émission qu'au paiement, ne peuvent être soumis à aucune taxe ou à aucun droit autres que ceux qui sont prévus par le présent Arrangement.
8. Sont exonérés de toutes taxes les mandats relatifs au service postal échangés dans les conditions prévues à l'article 16 de la Convention.

Article 5

Modalités d'échange

1. L'échange par la voie postale s'opère, au choix des Administrations, soit au moyen de mandats ordinaires ou de versement, directement entre bureau d'émission et bureau de paiement, soit au moyen de listes par l'intermédiaire de bureaux dits «bureaux d'échange» désignés par l'Administration de chacun des pays contractants.
2. L'échange par la voie télégraphique s'opère par télégramme-mandat adressé directement au bureau de paiement. Toutefois, les Administrations concernées peuvent également convenir d'utiliser un moyen de télécommunication autre que le télégraphe pour la transmission des mandats télégraphiques.
3. Les Administrations peuvent aussi convenir d'un système d'échange mixte, si l'organisation interne de leurs services respectifs l'exige. Dans ce cas, l'échange s'opère au moyen de cartes directement entre des bureaux de poste de l'une des Administrations et le bureau d'échange de l'Administration correspondante.
4. Les mandats prévus aux paragraphes 1 et 3 peuvent être présentés au pays destinataire sur bandes magnétiques ou sur tout autre support convenu entre les Administrations. Les Administrations de destination peuvent utiliser des formules de leur régime intérieur en représentation des mandats émis. Les conditions d'échange sont alors fixées dans des conventions particulières adoptées par les Administrations concernées.
5. Les Administrations peuvent convenir d'utiliser des moyens d'échange autres que ceux prévus aux paragraphes 1 à 4.

Article 6

Paiement des mandats

1. La validité des mandats s'étend:
 - a) en règle générale, jusqu'à l'expiration du premier mois qui suit celui de l'émission;
 - b) après accord entre Administrations intéressées, jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit celui de l'émission.
2. Après ces délais, les mandats parvenus directement aux bureaux de paiement ne sont payés que s'ils sont revêtus d'un «visa pour date» donné, par le service désigné par l'Administration d'émission, à la requête du bureau de paiement. Les mandats parvenus aux Administrations de destination selon l'article 5, paragraphe 4, ne peuvent pas bénéficier du visa pour date.
3. Le visa pour date confère au mandat, à partir du jour où il est donné, une nouvelle validité dont la durée est celle qu'aurait un mandat émis le même jour.
4. Si le non-paiement avant expiration du délai de validité ne résulte pas d'une faute de service, il peut être perçu une taxe dite «de visa pour date» égale à celle qui est prévue à l'article 26, paragraphe 1, lettre o), de la Convention.
5. Lorsqu'un même expéditeur a fait émettre, le même jour, au profit du même bénéficiaire, plusieurs mandats dont le montant total excède le maximum adopté par l'Administration de paiement, celle-ci est autorisée à échelonner le paiement des titres de façon que la somme payée au bénéficiaire, dans une même journée, n'excède pas ce maximum.

6. Le paiement des mandats est effectué selon la réglementation du pays de paiement.

Article 7

Réexpédition

1. En cas de changement de résidence du bénéficiaire et dans les limites où fonctionne un service de mandats entre le pays réexpéditeur et le pays de nouvelle destination, tout mandat peut être réexpédié par voie postale ou télégraphique soit à la demande de l'expéditeur, soit à celle du bénéficiaire. Dans ce cas, l'article 39, paragraphes 1, 6 et 7, de la Convention est applicable par analogie.
2. En cas de réexpédition, la taxe de poste restante et la taxe complémentaire d'express sont annulées (article 39, paragraphe 10, de la Convention).
3. La réexpédition d'un mandat de versement sur un autre pays de destination n'est pas admise.

Article 8

Réclamations

Les dispositions de l'article 47 de la Convention sont applicables.

Article 9

Responsabilité

1. *Principe*

Les Administrations postales sont responsables des sommes versées jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

2. *Exceptions*

Les Administrations postales sont dégagées de toute responsabilité:

- a) en cas de retard dans la transmission et le paiement des mandats;
- b) lorsque, par suite de la destruction des documents de service résultant d'un cas de force majeure, elles ne peuvent rendre compte du paiement d'un mandat à moins que la preuve de leur responsabilité n'ait été autrement administrée;
- c) à l'expiration du délai de prescription visé à l'article RE 612;
- d) s'il s'agit d'une contestation de la régularité du paiement, à l'expiration du délai prévu à l'article 47, paragraphe 1, de la Convention.

3. *Détermination de la responsabilité*

3.1. Sous réserve des paragraphes 3.2 à 3.5 ci-après, la responsabilité incombe à l'Administration d'émission.

3.2. La responsabilité incombe à l'Administration de paiement si elle n'est pas en mesure d'établir que le paiement a eu lieu dans les conditions prescrites par sa réglementation.

3.3. La responsabilité incombe à l'Administration postale du pays où l'erreur s'est produite:

- a) s'il s'agit d'une erreur de service, y compris l'erreur de conversion;
- b) s'il s'agit d'une erreur de transmission télégraphique commise à l'intérieur du pays d'émission ou du pays de paiement.

3.4 La responsabilité incombe à l'Administration d'émission et à l'Administration de paiement par parts égales:

- a) si l'erreur est imputable aux deux Administrations ou s'il n'est pas possible d'établir dans quel pays l'erreur s'est produite;
- b) si une erreur de transmission télégraphique s'est produite dans un pays intermédiaire;
- c) s'il n'est pas possible d'établir le pays où cette erreur de transmission s'est produite.

3.5 Sous réserve du paragraphe 3.2, la responsabilité incombe:

- a) en cas de paiement d'un faux mandat, à l'Administration du pays sur le territoire duquel le mandat a été introduit dans le service;
- b) en cas de paiement d'un mandat dont le montant a été frauduleusement majoré, à l'Administration du pays dans lequel le mandat a été falsifié; toutefois, le dommage est supporté par parts égales par les Administrations d'émission et de paiement lorsqu'il n'est pas possible de déterminer le pays où la falsification est intervenue ou lorsqu'il ne peut être obtenu réparation d'une falsification commise dans un pays intermédiaire qui ne participe pas au service des mandats sur la base du présent Arrangement.

4. *Paiement des sommes dues. Recours*

4.1 L'obligation de désintéresser le réclamant incombe à l'Administration de paiement si les fonds sont à remettre au bénéficiaire; elle incombe à l'Administration d'émission si leur restitution doit être faite à l'expéditeur.

4.2 Quelle que soit la cause du remboursement, la somme à rembourser ne peut dépasser celle qui a été versée.

4.3 L'Administration qui a désintéressé le réclamant a le droit d'exercer le recours contre l'Administration responsable du paiement irrégulier.

4.4 L'Administration qui a supporté en dernier lieu le dommage a un droit de recours, jusqu'à concurrence de la somme payée, contre l'expéditeur, contre le bénéficiaire ou contre des tiers.

5. *Délai de paiement*

5.1 Le versement des sommes dues aux réclamants doit avoir lieu le plus tôt possible, dans un délai limite de six mois à compter du lendemain du jour de la réclamation.

5.2 L'Administration qui, selon l'article 9, paragraphe 4.1, doit désintéresser le réclamant peut exceptionnellement différer le versement au-delà de ce délai si, malgré la diligence apportée à l'instruction de l'affaire, ledit délai n'a pas été suffisant pour permettre de déterminer la responsabilité.

5.3 L'Administration auprès de laquelle la réclamation a été introduite est autorisée à désintéresser le réclamant pour le compte de l'Administration responsable lorsque celle-ci, régulièrement saisie, a laissé s'écouler cinq mois sans donner de solution définitive à la réclamation.

6. *Remboursement à l'Administration intervenante*

6.1 L'Administration pour le compte de laquelle le réclamant a été désintéressé est tenue de rembourser à l'Administration intervenante le montant de ses débours dans un délai de quatre mois à compter de l'envoi de la notification du paiement.

6.2 Ce remboursement s'effectue sans frais pour l'Administration créancière:

- a) par l'un des procédés de paiement prévus à l'article 103, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention;
- b) sous réserve d'accord, par inscription au crédit de l'Administration de ce pays dans le compte des mandats. Cette inscription est effectuée d'office si la demande d'accord n'a pas reçu de réponse dans le délai visé au paragraphe 6.1.

6.3 Passé le délai de quatre mois, la somme due à l'Administration créancière est productive d'intérêt, à raison de 6 pour cent par an, à compter du jour d'expiration dudit délai.

Article 10

Rémunération de l'Administration de paiement

1. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement pour chaque mandat ordinaire payé une rémunération dont le taux est fixé, en fonction du montant moyen des mandats compris dans un même compte mensuel, à:

- 0,65 DTS jusqu'à 65,34 DTS;
- 0,82 DTS au-delà de 65,34 DTS et jusqu'à 130,68 DTS;
- 0,98 DTS au-delà de 130,68 DTS et jusqu'à 196,01 DTS;
- 1,21 DTS au-delà de 196,01 DTS et jusqu'à 261,35 DTS;
- 1,47 DTS au-delà de 261,35 DTS et jusqu'à 326,69 DTS;
- 1,73 DTS au-delà de 326,69 DTS.

2. Toutefois, les Administrations concernées peuvent, à la demande de l'Administration de paiement, convenir d'une rémunération supérieure à celle qui est fixée au paragraphe 1 lorsque la taxe perçue à l'émission est supérieure à 8,17 DTS.

3. Les mandats de versement et les mandats émis en franchise ne donnent lieu à aucune rémunération.

4. Pour les mandats échangés au moyen de listes, en sus de la rémunération prévue au paragraphe 1, une rémunération supplémentaire de 0,16 DTS est attribuée à l'Administration de paiement. Le paragraphe 2 s'applique par analogie aux mandats échangés au moyen de listes.

5. L'Administration d'émission attribuée à l'Administration de paiement une rémunération additionnelle de 0,13 DTS pour chaque mandat payé en main propre.

Article 11

Etablissement des comptes

1. Chaque Administration de paiement établit, pour chaque Administration d'émission, un compte mensuel conforme au modèle MP 5 ci-annexé des sommes payées pour les mandats ordinaires ou un compte mensuel MP 15 ci-annexé du montant des listes reçues pendant le mois pour les mandats échangés au moyen de listes; les comptes mensuels sont incorporés, périodiquement, dans un compte général qui donne lieu à la détermination d'un solde.

2. En cas d'application du système d'échange mixte prévu à l'article RE 503, chaque Administration de paiement établit un compte mensuel des sommes payées, si les mandats parviennent de l'Administration d'émission directement à ses bureaux de paiement, ou un compte mensuel du montant des mandats reçus pendant le mois, si les mandats parviennent des bureaux de poste de l'Administration d'émission à son bureau d'échange.

3. Lorsque les mandats ont été payés dans des monnaies différentes, la créance la plus faible est convertie en la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays de l'Administration débitrice pendant la période à laquelle le compte se rapporte; ce cours moyen doit être calculé uniformément à quatre décimales.

4. Le règlement des comptes peut aussi avoir lieu sur la base des comptes mensuels, sans compensation.

Article 12

Règlement des comptes

1. Sauf entente spéciale, le paiement du solde du compte général ou du montant des comptes mensuels a lieu dans la monnaie que l'Administration créancière applique au paiement des mandats.
2. Toute Administration peut entretenir auprès de l'Administration du pays correspondant un avoir sur lequel sont prélevées les sommes dues.
3. Toute Administration qui se trouve à découvert vis-à-vis d'une autre Administration d'une somme dépassant les limites fixées par le Règlement est en droit de réclamer le versement d'un acompte.
4. En cas de non-paiement dans les délais fixés par le Règlement, les sommes dues sont productives d'un intérêt de 6 pour cent par an, à dater du jour d'expiration desdits délais jusqu'au jour du paiement.
5. Il ne peut être porté atteinte par aucune mesure unilatérale, telle que moratoire, interdiction de transfert, etc., aux dispositions du présent Arrangement et de son Règlement d'exécution relatives à l'établissement et au règlement des comptes.

Article 13

Dispositions finales

1. La Convention est applicable, le cas échéant, par analogie, en tout ce qui n'est pas expressément réglé par le présent Arrangement.
2. L'article 4 de la Constitution n'est pas applicable au présent Arrangement.
3. *Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement*
 - 3.1 Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Arrangement et à son Règlement d'exécution¹ doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties à l'Arrangement. La moitié au moins de ces Pays-membres représentés au Congrès doivent être présents au moment du vote.
 - 3.2 Pour devenir exécutoires, les propositions relatives au Règlement d'exécution du présent Arrangement, qui ont été renvoyées par le Congrès au Conseil exécutif pour décision ou qui sont introduites entre deux Congrès, doivent être approuvées par la majorité des membres du Conseil exécutif qui sont parties à l'Arrangement.
 - 3.3 Pour devenir exécutoires, les propositions introduites entre deux Congrès et relatives au présent Arrangement doivent réunir:
 - a) l'unanimité des suffrages, s'il s'agit de l'addition de nouvelles dispositions;
 - b) les deux tiers des suffrages, s'il s'agit de modifications aux dispositions du présent Arrangement;
 - c) la majorité des suffrages, s'il s'agit de l'interprétation des dispositions du présent Arrangement.
4. Le présent Arrangement sera mis à exécution le 1er janvier 1991 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

¹ UPU, Documents du Congrès de Washington, 1989; Tome III, deuxième volume (Berne 1990, Bureau international de l'Union postale universelle).

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des pays contractants ont signé le présent Arrangement en un exemplaire qui est déposé auprès du Directeur général du Bureau international. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du pays siège du Congrès.

Fait à Washington, le 14 décembre 1989.

Cet Arrangement a été signé au nom des Etats et entités territoriales ci-après par un ou plusieurs des plénipotentiaires qui ont signé le Quatrième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle :

[Voir les signatures apposées par des plénipotentiaires au bas du Quatrième Protocole additionnel à la page 26 du présent volume.]

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
République argentine
République d'Autriche
Belgique
République populaire du Bénin
République populaire de Bulgarie
Burkina Faso
République du Burundi
République du Cameroun
République du Cap-Vert
République centrafricaine
Chili
République de Chypre
République fédérale islamique des Comores
République populaire du Congo
République de Corée
République de Côte d'Ivoire
Royaume de Danemark
République de Djibouti
République dominicaine
République arabe d'Egypte
République d'El Salvador
Emirates arabes unis
République de l'Equateur
Espagne
République de Finlande
République française
République gabonaise
Grèce
République de Guinée
République d'Haïti
République de Hongrie
République de l'Indonésie
République islamique d'Iran
République d'Islande
Israël
Italie
Japon

Royaume hachémite de Jordanie
Koweït
République libanaise
Principauté de Liechtenstein
Luxembourg
République démocratique de Madagascar
République du Mali
Royaume du Maroc
République islamique de Mauritanie
Etats-Unis du Mexique
Principauté de Monaco
République du Niger
Norvège
République de l'Ouganda
République de Paraguay
Pays-Bas
Antilles néerlandaises et Aruba
République du Pérou
République populaire de Pologne
Portugal
Etat de Qatar
République socialiste de Roumanie
République rwandaise
République de Saint-Marin
Iles Salomon
Samoa occidental
République du Sénégal
République démocratique de Somalie
République du Soudan
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Suède
Confédération suisse
République du Suriname
République arabe syrienne
République du Tchad
République socialiste tchécoslovaque
Thaïlande
République togolaise
République tunisienne
République de Turquie
République orientale de l'Uruguay
Etat de la Cité du Vatican
République arabe du Yémen
République démocratique populaire du Yémen
République socialiste fédérative de Yougoslavie

[TRANSLATION¹ — TRADUCTION²]

Money Orders Agreement

Contents

Art

- 1 Purpose of the Agreement
- 2 Categories of money order
- 3 Issue of money orders (currency, conversion, amount)
- 4 Charges
- 5 Conditions of exchange
- 6 Payment of money orders
- 7 Redirection
- 8 Inquiries
- 9 Liability
- 10 Remuneration of the paying administration
- 11 Preparation of accounts
- 12 Settlement of accounts
- 13 Final provisions

¹ Translation supplied by the International Bureau of the Universal Postal Union.

² Traduction fournie par le Bureau international de l'Union postale universelle.

Money Orders Agreement¹

The undersigned, plenipotentiaries of the Governments of the member countries of the Union, having regard to article 22, paragraph 4, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964,² have, by common consent and subject to article 25, paragraph 3, of the Constitution, drawn up the following Agreement and Detailed Regulations:

Article 1

Purpose of the Agreement

1 This Agreement shall govern the exchange of postal money orders which contracting countries agree to set up in their reciprocal relations.

2 Non-postal organizations may participate through the postal administration in the exchange governed by the provisions of this Agreement. Such organizations shall come to an agreement with the postal administration of their country to ensure full implementation of all clauses of the Agreement and under such agreement shall exercise rights and perform duties as postal organizations defined by this Agreement. The postal administration shall act as their intermediary in their relations with the postal administrations of the other contracting countries and with the International Bureau.

¹ Put into effect* on 1 January 1991, in accordance with article 13 (4). Definitive signatures had been affixed or instruments of ratification or approval had been deposited with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union as follows:

<i>State</i>	<i>Date of definitive signature (s) or of deposit of the instrument of ratification or approval (A)</i>
Belgium	20 December 1990
Benin	14 December 1989 <i>s</i>
Denmark	14 December 1989 <i>s</i>
Japan	27 December 1990 <i>A</i>
Sweden	19 December 1990 <i>A</i>
Thailand	20 December 1990 <i>A</i>
United States of America	21 December 1990 <i>A</i>

(For the United States of America and all the territories for whose international relations it is responsible.)

* The mandatory and optional Acts of the Universal Postal Union generate their effects according to a special scheme. They enter into force at a date decided upon by the Congress of the Universal Postal Union, but, as it appears, most of the member States are not in a position to ratify the Acts before they are put into effect; however, they do apply them. To solve the resulting contradiction, the principle of "tacit ratification" or "tacit approval" was admitted. It is based on the effective implementation of the provisions contained in the new Acts established by the Congress. This ratification or approval does not replace ratification or approval. Its purpose is only to insure the continued application of the Acts of the Universal Postal Union.

(Continued on page 408)

Article 2

Categories of money order

1 *Ordinary money order*

The sender hands over funds at a post office counter or orders his postal giro account to be debited and requests outpayment of the amount to the payee in cash. An ordinary money order is sent by post. An ordinary telegraph money order is sent by telecommunication.

2 *Inpayment money order*

The sender hands over funds at a post office counter and requests entry of the amount to the credit of the payee's account managed by the Post. An inpayment money order is sent by post. A telegraph inpayment money order is sent by telecommunication.

3 *Other services*

Postal administrations may agree in their bilateral or multilateral relations to establish other services the conditions of which shall be defined between the administrations concerned.

(Footnote 1 continued from page 408)

Subsequently, the Agreement took effect for the following States on the date of the deposit of their instruments of ratification, accession or approval with the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union:

<i>State</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification, accession (a) or approval (A)</i>
Republic of Korea	28 January 1991 <i>A</i>
Luxembourg	4 February 1991
Holy See	8 March 1991
Lebanon	19 March 1991
Qatar	22 March 1991
Indonesia	8 May 1991 <i>A</i>
Jordan	24 May 1991
Tunisia	3 June 1991
Switzerland	6 June 1991
Liechtenstein	26 July 1991
Saint Kitts and Nevis	27 September 1991 <i>a</i>
Austria	20 November 1991
Chile*	27 December 1991
Burkina Faso	10 April 1992
Spain	15 June 1992
China	15 July 1992 <i>a</i>

* See p. 417 of this volume for the text of the declaration made upon ratification.

Also, notifications of accession to the Agreement under article 11 (5) of the Constitution were effected by the Director-General of the International Bureau of the Universal Postal Union to the following States:

<i>State</i>	<i>Date of the notification of accession</i>
Namibia	30 April 1992
(With effect from 30 April 1992.)	
Croatia	20 July 1992
(With effect from 20 July 1992.)	
Slovenia	27 August 1992
(With effect from 27 August 1992.)	

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 611, p. 7.

Article 3

Issue of money orders (currency, conversion, amount)

- 1 In the absence of special agreement, the amount of the money order shall be expressed in the currency of the paying country.
- 2 The issuing administration shall fix the conversion rate of its currency into that of the paying country.
- 3 The maximum amount of an ordinary money order shall be set by mutual agreement between the administrations concerned.
- 4 The amount of an inpayment money order shall be unlimited. However, each administration may limit the total amount of the inpayment money orders that any depositor may order either in one day or during a specified period.
- 5 Telegraph money orders shall be subject to the provisions of the Telegraph Regulations attached to the International Telecommunications Convention.¹

Article 4

Charges

- 1 The issuing administration shall freely decide, subject to paragraphs 2 and 3 below, the charge to be collected at the time of issue. To this principal charge, it shall add any charges pertaining to special services (request for advice of payment or of entry, for express delivery, etc).
- 2 The amount of the principal charge for an ordinary money order may not exceed 22.86 SDR.
- 3 The charge for an inpayment money order shall be lower than the charge for an ordinary money order of the same amount.
- 4 Money orders exchanged between a contracting country and a non-contracting country, through the intermediary of a country party to this Agreement, may be subjected by the intermediary administration to an additional proportional charge of 1/4 percent, but not less than 0.82 SDR and not more than 1.63 SDR, deducted from the amount of the order; however, this charge may be collected from the sender and allocated to the administration of the intermediary country if the administrations concerned have so agreed.
- 5 The following optional charges may be collected from the payee:
 - a a delivery charge, when payment is made at the place of address;
 - b a charge when the amount is entered to the credit of a giro account;
 - c if appropriate, the charge for authorization to extend the period of validity provided for in article 6, paragraph 4;
 - d the charge laid down in article 26, paragraph 1, e, of the Convention,² when the money order is addressed *poste restante*;
 - e if appropriate, the additional express charge.
- 6 In cases where payment authorizations are required under the provisions of the Detailed Regulations of this Agreement, and if no service error was committed, a "payment authorization" charge equal to that prescribed in article 26, paragraph 1, o, of the Convention may be collected from either the sender or the payee, except if the charge has already been collected for the inquiry form or the advice of payment.

¹ For the text of the International Telecommunications Convention, see United Nations, *Treaty Series*, vol. 1531, p. 2 (authentic Chinese and English texts), vol. 1532, p. 2 (authentic French and Russian texts); and vol. 1533, p. 2 (authentic Spanish text).

² See p. 181 of this volume.

7 Money orders may not be subjected either at the time of issue or at the time of payment to any charge or fee other than those provided for in this Agreement.

8 Money orders relating to the postal service exchanged under the terms of article 16 of the Convention shall be exempt from all charges.

Article 5

Conditions of exchange

1 Exchange by post shall be carried out, as administrations prefer, either by means of ordinary or inpayment money orders direct between the issuing office and the paying office or by means of lists through the intermediary of offices called "offices of exchange" designated by the administration of each of the contracting countries.

2 Exchanges by telegraph shall be carried out by money order telegram sent direct to the paying office. However, the administrations concerned may also agree to use a means of telecommunication other than the telegraph for the transmission of telegraph money orders.

3 Administrations may also reach agreement on a combined system of exchange if the internal organization of their respective services so requires. In this case, the exchange shall be effected by means of cards direct between post offices of one of the administrations and the office of exchange of the corresponding administration.

4 The money orders referred to in paragraphs 1 and 3 may be submitted to the country of destination on magnetic tape or any other medium agreed between the administrations. Administrations of destination may use their internal service forms to represent the money orders issued. The conditions of exchange shall then be fixed in special agreements adopted by the administrations concerned.

5 Administrations may agree to use methods of exchange other than those provided for in paragraphs 1 to 4.

Article 6

Payment of money orders

1 The validity of money orders shall extend:

- a as a general rule, until expiry of the first month following that of issue;
- b upon agreement between the administrations concerned, until expiry of the third month following that of issue.

2 After that period, money orders sent direct to the paying offices shall be paid only if they bear an authorization to extend the period of validity (*visa pour date*) given at the request of the paying office by the service designated by the issuing administration. Money orders sent to administrations of destination in accordance with article 5, paragraph 4, may not have their period of validity extended.

3 Authorization to extend the period of validity shall confer upon money orders a new validity running from the day it is granted for the same duration as that which a money order issued on the same day would have.

4 Unless non-payment before expiry of validity is due to a service error, an "authorization to extend the period of validity" charge, equal to that provided for in article 26, paragraph 1, o. of the Convention, may be collected.

5 When a single sender has had several money orders issued on the same day to the order of the same payee for a total amount exceeding the maximum adopted by the paying administration, the latter shall be authorized to space out the payment of the instruments so that the sum paid to the payee on a single day shall not exceed that maximum.

6 Money orders shall be paid according to the regulations of the paying country.

Article 7
Redirection

1 If a payee changes his address, any money order may be redirected by post or telegraph at the request of either the sender or the payee, within the limitations of the money order service which operates between the reforwarding country and the country of new destination. In this case, article 39, paragraphs 1, 6 and 7 of the Convention shall be applicable by analogy.

2 In the event of redirection, the poste restante charge and the additional express charge shall be cancelled (article 39, paragraph 10, of the Convention).

3 Reforewarding of an inpayment money order to another country of destination shall not be permitted.

Article 8
Inquiries

The provisions of article 47 of the Convention shall apply.

Article 9
Liability

1 *Principle*

Postal administrations shall be liable for the sums paid in until such time as the money orders have been duly paid.

2 *Exceptions*

Postal administrations shall be relieved of all liability:

- a for delays in the transmission and payment of money orders;
- b when, owing to the destruction of official records by force majeure, they cannot account for the payment of a money order, unless proof of their liability is otherwise produced;
- c upon expiry of the prescription period referred to in article RE 612;
- d in the case of a dispute as to the validity of a payment, upon expiry of the period prescribed in article 47, paragraph 1, of the Convention.

3 *Determination of liability*

- 3.1 Subject to paragraphs 3.2 to 3.5 below, liability shall rest with the issuing administration.
- 3.2 Liability shall rest with the paying administration if it cannot establish that payment was made under the terms prescribed in its regulations.
- 3.3 Liability shall rest with the postal administration of the country where the error occurred:
 - a if it is a service error, including an error of conversion;
 - b if it is an error in telegraphic transmission occurring within the issuing country or the paying country.
- 3.4 Liability shall rest with the issuing administration and the paying administration equally:
 - a if the error is attributable to both administrations or if it is not possible to establish in which country the error occurred;
 - b if an error in telegraphic transmission occurs in an intermediary country;
 - c if it is not possible to establish the country in which such error of transmission occurred.

3.5 Subject to paragraph 3.2, liability shall rest:

- a in the case of payment of a spurious money order, with the administration of the country on whose territory the money order was introduced into the service;
- b in the case of payment of a money order whose amount has been increased fraudulently, with the administration of the country in which the money order was falsified; however, the loss shall be borne equally by the issuing and paying administrations when it is not possible to establish the country in which the falsification occurred or when it is not possible to obtain compensation for a falsification committed in an intermediary country which does not participate in the money order service on the basis of this Agreement.

4 *Refund of amounts owing. Recourse*

4.1 The obligation to indemnify the claimant shall rest with the paying administration if the funds are to be delivered to the payee; it shall rest with the issuing administration if they are to be repaid to the sender.

4.2 Regardless of the reason for the refund, the amount refunded may not exceed that paid in.

4.3 The administration which indemnified the claimant shall have the right of recourse against the administration responsible for the incorrect payment.

4.4 The administration which ultimately bears the loss shall have the right of recourse, up to the amount paid, against the sender, against the payee or against third parties.

5 *Time allowed for payment*

5.1 Payment of amounts owing to a claimant shall be made as soon as possible and not later than six months from the day following the day of inquiry.

5.2 The administration which is required to indemnify the claimant under article 9, paragraph 4.1 may, exceptionally, postpone payment beyond that period if, despite every effort made in the investigation of the matter, the said period is not sufficient to establish liability.

5.3 The administration to which the claim has been made shall be authorized to indemnify the claimant on behalf of the administration which was liable when the latter, although duly informed, has allowed five months to pass without finally settling the claim.

6 *Reimbursement of the administration that paid the indemnity*

6.1 The administration on whose behalf the claimant was indemnified shall reimburse the administration which made the payment the amount of its disbursement within four months of the dispatch of the advice of payment.

6.2 This reimbursement shall be made without charge to the creditor administration:

- a by one of the payment procedures outlined in article 103, paragraph 6, of the Detailed Regulations of the Convention;
- b subject to agreement, by an entry to the credit of the administration of that country in the money order account. This entry shall be made automatically if no reply has been received to the request for agreement within the time limit specified in paragraph 6.1.

6.3 After the four-month period, the amount due to the creditor administration shall be chargeable with interest at the rate of 6 percent per annum, reckoned from the date of expiry of that period.

Article 10**Remuneration of the paying administration**

1 The issuing administration shall allocate to the paying administration for each ordinary money order paid a remuneration the rate of which shall be fixed, on the basis of the average amount of the money orders included in one and the same monthly account, at:

- 0.65 SDR up to 65.34 SDR;
- 0.82 SDR over 65.34 SDR and up to 130.68 SDR;
- 0.98 SDR over 130.68 SDR and up to 196.01 SDR;
- 1.21 SDR over 196.01 SDR and up to 261.35 SDR;
- 1.47 SDR over 261.35 SDR and up to 326.69 SDR;
- 1.73 SDR over 326.69 SDR.

2 However, the administrations concerned may, at the request of the paying administration, agree on a higher remuneration than that which is fixed in paragraph 1 when the charge collected on issue is higher than 8.17 SDR.

3 Inpayment money orders and money orders issued free of charge shall give rise to no remuneration.

4 For money orders exchanged by means of lists, a supplementary remuneration of 0.16 SDR shall be allocated to the paying administration over and above the remuneration provided for in paragraph 1. Paragraph 2 shall apply by analogy to money orders exchanged by means of lists.

5 The issuing administration shall allocate to the paying administration a supplementary remuneration of 0.13 SDR for each money order paid to the addressee only.

Article 11**Preparation of accounts**

1 Each paying administration shall prepare for each issuing administration a monthly account in the form of the annexed specimen MP 5 showing the sums paid for ordinary money orders or a monthly account in the form of the annexed specimen MP 15 showing the amount of the lists received during the month for money orders exchanged by means of lists: the monthly accounts shall be incorporated, periodically, in a general offset account giving rise to the determination of a balance.

2 Where the combined system of exchange provided for in article RE 503 applies, each paying administration shall prepare a monthly account of the sums paid if money orders are sent direct from the issuing administration to its paying offices or a monthly account of the amount of the money orders received during the month if money orders are sent from the post offices of the issuing administration to its office of exchange.

3 When money orders have been paid in various currencies, the lower credit shall be converted into the currency of the higher credit, using as a conversion basis the average official rate of exchange in the country of the debtor administration during the period to which the account pertains: this average rate shall be invariably calculated to four decimal places.

4 The settlement of accounts may also be made on the basis of monthly accounts, without offsetting.

Article 12**Settlement of accounts**

1 In the absence of special agreement, payment of the balance of the general account or of the amount of monthly accounts shall be made in the currency that the creditor administration uses for payment of money orders.

2 Any administration may maintain with the administration of the corresponding country a credit from which the sums due shall be deducted.

3 Any administration which finds another administration overdrawn by a sum exceeding the limits fixed by the Regulations may ask for a payment on account.

4 In cases of non-payment within the periods fixed by the Regulations, sums due shall be chargeable with interest at the rate of 6 percent per annum, reckoned from the date of expiry of those periods to the day of payment.

5 No unilateral measure, such as a moratorium, prohibition of transfer, etc. may interfere with the implementation of the provisions of this Agreement and its Detailed Regulations respecting the preparation and settlement of accounts.

Article 13

Final provisions

1 The Convention shall be applicable, where appropriate, by analogy, in all cases not expressly governed by this Agreement.

2 Article 4 of the Constitution shall not apply to this Agreement.

3 *Conditions for approval of proposals concerning this Agreement.*

3.1 To become effective, proposals submitted to Congress relating to this Agreement and its Detailed Regulations¹ must be approved by a majority of the member countries present and voting, which are parties to the Agreement. At least half of these member countries represented at Congress shall be present at the time of voting.

3.2 To become effective, proposals relating to the Detailed Regulations of this Agreement which have been referred by Congress to the Executive Council for a decision or which are introduced between two Congresses shall be approved by a majority of the members of the Executive Council which are parties to the Agreement.

3.3 To become effective, proposals introduced between two Congresses relating to this Agreement must obtain:

- a unanimity of votes, if they involve the addition of new provisions;
- b two thirds of the votes, if they involve amendments to provisions of this Agreement;
- c a majority of the votes, if they involve interpretation of the provisions of this Agreement.

4 This Agreement shall come into force on 1 January 1991 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof, the plenipotentiaries of the governments of the contracting countries have signed this Agreement in a single original which shall be deposited with the Director-General of the International Bureau. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Washington, 14 December 1989.

¹ UPU. Documents of the 1989 Washington Congress; Volume III, Part 2 (Berne 1990, International Bureau of the Universal Postal Union).

This Agreement was signed on behalf of the States and territorial entities listed below by one or several of the plenipotentiaries who signed the Fourth Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union:

[For the signatures affixed by those plenipotentiaries under the Fourth Additional Protocol, see p. 26 of this volume.]

People's Democratic Republic of Algeria
Federal Republic of Germany
United States of America
Argentine Republic
Republic of Austria
Belgium
People's Republic of Benin
People's Republic of Bulgaria
Burkina Faso
Republic of Burundi
Republic of Cameroon
Republic of Cape Verde
Central African Republic
Chile
Republic of Cyprus
Islamic Federal Republic of the Comoros
People's Republic of the Congo
Republic of Korea
Republic of Côte d'Ivoire
Kingdom of Denmark
Republic of Djibouti
Dominican Republic
Arab Republic of Egypt
Republic of El Salvador
United Arab Emirates
Republic of Ecuador
Spain
Republic of Finland
French Republic
Gabonese Republic
Greece
Republic of Guinea
Republic of Haiti
Republic of Hungary
Republic of Indonesia
Islamic Republic of Iran
Republic of Iceland
Israel
Italy
Japan

Hashemite Kingdom of Jordan
Kuwait
Lebanese Republic
Principality of Liechtenstein
Luxembourg
Democratic Republic of Madagascar
Republic of Mali
Kingdom of Morocco
Islamic Republic of Mauritania
United Mexican States
Principality of Monaco
Republic of the Niger
Norway
Republic of Uganda
Republic of Paraguay
Netherlands
Netherlands Antilles and Aruba
Republic of Peru
People's Republic of Poland
Portugal
Socialist Republic of Romania
Rwandese Republic
Republic of San Marino
Solomon Islands
Western Samoa
Republic of Senegal
Democratic Republic of Somalia
Republic of the Sudan
Democratic Socialist Republic of Sri Lanka
Sweden
Swiss Confederation
Republic of Suriname
Syrian Arab Republic
United Republic of Tanzania
Republic of Chad
Czechoslovak Socialist Republic
Thailand
Togolese Republic
Republic of Tumsia
Republic of Turkey
Eastern Republic of Uruguay
Vatican City State
Yemen Arab Republic
People's Democratic Republic of Yemen
Socialist Federal Republic of Yugoslavia

DECLARATION MADE UPON
RATIFICATION*CHILE*

*[See p. 150 of this volume for the text
of the declaration.]*

DÉCLARATION FAITE LORS DE
LA RATIFICATION*CHILI*

*[Voir p. 150 du présent volume pour le
texte de la déclaration.]*
